

plus adaptés aux besoins de l'heure. J'espère qu'en formulant ce genre de préoccupation, je ne m'exprime pas comme un conservateur. Dieu m'en garde.

Je conviens que nous devons améliorer tous nos programmes. Le dernier mot n'est pas dit en matière de sécurité sociale ou de plans visant au bien-être de notre peuple. Ce qui me cause un certain malaise c'est l'empressement du ministre à dire que les programmes ne sont pas ce qu'ils devraient être. Il semble que l'on soit prêt à envisager la possibilité de les abandonner, en particulier ceux d'entre eux qui sont financés conjointement, car ils coûtent beaucoup trop cher dit-on. Mais on ne nous dit pas par quoi les remplacer.

Un des discours les plus intéressants prononcés par le ministre et je suppose qu'il a retenu pour l'occasion ses meilleurs rédacteurs, est celui qu'il a prononcé à Hamilton, le 9 octobre, à la Chambre de commerce. Il m'a tellement intéressé que je l'ai lu en entier. Je l'ai lu de la première à la dernière ligne, parce que de prime abord j'ai eu l'impression que cette réévaluation des programmes préoccupait le ministre et que, si je le lisais, je pourrais y trouver une réponse à ma question: «Qu'entendez-vous par réévaluation?»

J'ai parcouru son discours. Il traitait d'une façon intéressante et pittoresque des fossés entre les générations—j'emploie le pluriel à dessein—qui marquent la société contemporaine. Certaines phrases étaient excellentes. J'ai particulièrement aimé la pensée que, de nos jours, les choses du sexe sont obscènes, mais la violence ne l'est pas. L'autre jour le ministre des Postes s'est inquiété de ce qu'une certaine documentation pornographique circulait par la poste. C'est dommage que nous ne nous préoccupions pas autant de l'envoi du matériel de guerre du Canada aux États-Unis et ensuite au Vietnam. Le discours m'a plu, mais je n'y a pas trouvé les réponses que je cherchais. Il ne renferme rien sur d'éventuels programmes de remplacement.

Je dirais ceci au ministre: à moins qu'il n'ait des idées à proposer, il ne devrait pas nous faire mourir de peur en faisant des discours comme ceux-là. Lorsque le premier ministre prend la parole et dit, «Nous discutons ces choses lors de conférences fédérales-provinciales; nous sommes allés assez loin dans le sens des programmes universels tels le régime d'assurance frais médicaux»; lorsque le premier ministre et le ministre des Finances disent, «Il faut maintenant commen-

cer à économiser et à équilibrer le budget,»—et ces observations viennent de gens qui se disent libéraux—comment nous blâmer de nous inquiéter de ce que cela veut dire: les programmes de pensions seront-ils réduits? Le régime d'assistance publique du Canada entrera-t-il en vigueur comme on l'avait prévu? Le régime d'assurance frais médicaux sera-t-il remis en question? L'autre jour, le premier ministre a dit qu'on pourrait discuter de l'utilité d'un élargissement de ce dernier programme.

Les propos du ministre ne semblent pas venir de ce jeune agitateur, d'aspect louche, qui est venu travailler ici l'autre soir. Je ne veux pas qu'il soit un ministre de la Couronne, pompeux et solennel, qui se contente d'administrer. Je le veux activiste. Je veux qu'il s'intéresse aux idées qu'il a avancées et qui ont fait sa réputation, alors qu'il était simple député.

Je me suis réjoui de l'entendre nous parler dans son discours des lacunes qu'il nous reste à combler. Nul doute qu'il a lu le rapport du Conseil économique sur la pauvreté. Laissez-moi vous citer quelques passages de son discours qui, je crois, sont particulièrement bien pensés.

Il dit à la deuxième page:

Seule une politique souple, multiforme, pourra répondre aux besoins des pauvres, des fermiers de l'est du Québec comme des sans-travail du centre de Toronto, des mères et des enfants délaissés de Vancouver comme des pêcheurs de Terre-Neuve.

C'est vrai qu'il faut être de son temps. Il faut combler l'écart entre les générations qui mine notre société. Il faut comprendre que certaines choses qui se produisent aux États-Unis pourraient nous arriver. Le ministre dit qu'il faut être de son temps; j'en conviens mais comment? Il ne le dit pas dans son discours. Il n'a réussi qu'à effrayer certains d'entre nous à la pensée que le gouvernement pourrait réduire ses programmes de bien-être parce que certains réactionnaires réclament l'équilibre budgétaire et craignent que les dépenses soient trop élevées dans ces domaines.

M. Francis: Le député me permet-il de lui poser une question? Je l'ai écouté avec intérêt et il sait combien j'ai d'estime pour lui. Quand il dit craindre une chose, est-ce parce que les prévisions budgétaires dont le comité est saisi renferment un poste qui lui inspire des craintes?